

Unité bidépartementale Eure Orne
1 Avenue du Maréchal Foch
27000 EVREUX

EVREUX, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM FRANCE

ZAC ECOPARC II, Parc d'activités
2 Allée de la Butte à Colas
27400 Heudebouville

Références :
Code AIOT : 0003900512

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2023 dans l'établissement FM FRANCE implanté ZAC ECOPARC II, Parc d'activités 2 Allée de la Butte à Colas 27400 Heudebouville. L'inspection a été annoncée le 11/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Lubrizol », un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021. Celles-ci portent en particulier sur les installations de stockages de liquides inflammables avec :

- la création de l'arrêté du 24/09/20 relatifs au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation,
- la modification des arrêtés du 03/10/10 (réservoirs aériens de liquides inflammables exploités au sein d'installations soumises autorisation), du 01/06/15 (installations de liquides inflammables 4331 et 4734 soumises à enregistrement) et du 22/08/12 (installations de liquides inflammables soumises à déclaration).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM FRANCE
- ZAC ECOPARC II, Parc d'activités 2 Allée de la Butte à Colas 27400 Heudebouville
- Code AIOT : 0003900512

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FM LOGISTIC est un établissement Seveso seuil bas par la règle du dépassement direct au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019.

L'entrepôt est composé de 12 cellules de stockage. Chaque cellule a une surface, supérieure à 2 000 m². Le volume autorisé pour l'entrepôt est: 550 000 m³.

Les surfaces et volume totaux de l'entrepôt sont : 44 900 m² et 555 000 m³.

A ce jour, 7 cellules sur 9 sont construites et en fonctionnement. Les autres cellules sont en cours de construction.

Les objectifs de la visite d'inspection du 09/08/2023 sont d'une part de vérifier la situation administrative du site au regard des évolutions récentes des textes post-Lubrizol "Liquides Inflammables" (champ d'application de l'arrêté ou évolution de la nomenclature), et de contrôler d'autre part la bonne mise en oeuvre des premières échéances réglementaires.

Les installations visitées sont : les cellules n° 1, 2, 3 et 6 de l'entrepôt.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : les liquides inflammables (situation administrative et échéances réglementaires des textes post-Lubrizol).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Concernant la stratégie de défense incendie, l'exploitant transmettra le rapport de contrôle des poteaux réalisés en simultané [délai: 1 mois]. Pour rappel, un débit total simultané de 480 m³/h pendant 2 heures doit être assuré pour l'ensemble des poteaux incendie pouvant être utilisés simultanément, au vu de la configuration géographique du site, conformément à l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral du 18/06/2019.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
3	Etat des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
4	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
5	Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-III	/	Sans objet
6	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-IV	/	Sans objet
7	Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV	/	Sans objet
8	Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1	/	Sans objet
9	Surveillance en permanence des installations de LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5	/	Sans objet
11	Moyens complémentaires à la stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site FM LOGISTIC Heudebouville est autorisé au stockage de liquides inflammables, au titre des rubriques 4330, 4331 et 1436 au seuil d'autorisation par arrêté préfectoral du 18/06/2019.

L'établissement est soumis à l'arrêté ministériel du 24/09/2020 « relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une ICPE soumise à autorisation » en tant qu'installation existante.

Les premières échéances réglementaires à respecter sur le site et contrôlés lors de l'inspection n'ont pas fait l'objet d'écart.

Des observations ont été formulées concernant notamment l'état des matières stockées ne mentionnant pas les stockages de déchets au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Concernant les moyens en eau du site, l'exploitant transmettra l'étude réalisée justifiant des besoins en eau pour assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation d'un incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction d'un incendie [délai: 1 mois].

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Etat des stocks du jour</u></p> <p>L'exploitant indique suivre au quotidien l'état des stocks présents sur le site via un logiciel interne de gestion des stocks et de commandes afin de vérifier l'état des stocks chaque jour. Pour rappel, l'exploitant dispose d'un logiciel de gestion des stocks et des commandes lui interdisant tout stockage supplémentaire de produits classés au titre des rubriques 4XXX dès que le seuil de 0,95 pour la règle des cumuls Seveso Seuil Haut est atteint. Il a présenté les états des matières stockées du 09/08/2023 (extraction effectuée à 4h31), et celui généré à 9h30, suite à la demande de l'inspection. Les états des matières stockées du 09/08/2023 renseignent les quantités de produits par type de danger, par rubrique 4XXX et par zone d'activité ou de stockage. Les stockages des matières dangereuses présents sur le site sont des produits inflammables, toxiques, dangereux pour l'environnement. Toutefois, les états des matières consultés n'indiquent pas la quantité de déchets présents dans chaque zone d'activités ou de stockage. L'exploitant indique que les quantités de déchets présents à l'intérieur des cellules de l'entrepôt sont faibles car le personnel procède à l'enlèvement des déchets présents à l'intérieur de chacune des cellules au quotidien.</p> <p><u>Inventaire des produits</u></p> <p>L'exploitant déclare procéder à un inventaire physique au moins/une fois par semaine. Il précise que sur une période de 12 mois, chaque emplacement de palettes est donc revu au moins une fois/an dans le cadre de ces inventaires tournants.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Etat des stocks du jour</u> : L'état des matières stockées du 09/08/2023 consulté n'indique pas les stockages de déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. L'exploitant disposera d'un état des matières stockées mentionnant les stockages de déchets au sein de</p>

chaque zone d'activités ou de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que l'état des matières stockées vient à être communiqué au public est le même état des stocks que celui destiné à l'inspection. Ainsi, l'état des matières stockées du 09/08/2023 renseigne de manière synthétique les substances, produits et matières présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage, hormis les déchets.</p>
<p>Observations : L'état des matières stockées du site indiquera les stockages de déchets (et les quantités) au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etat des matières stockées - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'inspection a consulté l'état des matières stockées du 09/08/2023. Cet état renseigne les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 1 000 t A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t E 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t DC <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.</p>
<p>Constats : Les produits classés comme liquides inflammables sont présents dans trois cellules dédiées exclusivement au stockage des liquides inflammables et dans une autre cellule stockant à la fois des produits dangereux pour l'environnement et des liquides inflammables.</p> <p>D'après l'état des stocks du 09/08/2023, la quantité totale de liquides inflammables est de 944 tonnes environ pour la rubrique 4331. La quantité globale de produits relevant de la rubrique 4331 (liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330) est de 8 % environ par rapport aux quantités autorisées dans l'AP du 18/06/2019, d'après cet état des stocks. L'exploitant déclare que le site ne stocke pas actuellement de produits classés sous la rubrique 4330. L'état des stocks du 09/08/2023 ne mentionne pas l'existence de produits classés sous cette rubrique.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Pour les liquides et solides liquéfiés combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.
Constats : L'exploitant déclare que le site ne stocke pas actuellement de produits classés sous la rubrique 4330. Il précise qu'il ne dispose pas de stockages en récipients mobiles de liquides inflammables de mentions de danger H224, H225 et H226. Il déclare également qu'à l'arrivée d'un nouveau produit susceptible d'être stocké sur le site, la fiche de donnée de sécurité de ce produit est étudiée par la Responsable Qualité Hygiène Sécurité Environnement, avant tout enregistrement dans le logiciel de gestion des stocks des produits.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. - Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est réalisé après le 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes. Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en services sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021. L'ensemble des articles I-2 à VII-1 sont applicables aux installations nouvelles. Pour les installations existantes, les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1.
Constats : Pour rappel, le site est autorisé au stockage de liquides inflammables, au titre des rubriques 4330, 4331 et 1436 au seuil d'autorisation en référence à l'arrêté préfectoral du 18/06/2019. L'établissement est soumis à l'arrêté ministériel du 24/09/2020 « relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une ICPE soumise à autorisation » en tant qu'installation existante car la demande d'autorisation de l'installation complète est comprise entre le 1er janvier 2013 et le 1er janvier 2021, au regard des articles 1.1 et 1.3 de l'annexe 1 de cet arrêté précité. Le site relève donc du point I.1 de l'article I-1 de l'AM du 24/09/2020. Les annexes s'appliquant à l'établissement sont les annexes 1.II et IV de cet arrêté.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Distance des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Distance des stockages aux limites de site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour lesquelles : <ul style="list-style-type: none">• pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ;• pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites. L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² , à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.
Constats : L'étude de dangers du site du 22/10/2015 a été actualisée, suite à une demande de modification de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019 sollicitée par la société FM LOGISTIC en décembre 2022. L'étude des flux thermiques modélisés concluent à l'absence d'effets dominos de 8 kW/m ² sortant du site. Le site ne dispose pas de stockage de liquides inflammables situés à l'extérieur de l'entrepôt. Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de stockage de liquides inflammables situés à l'extérieur de l'entrepôt.
Observations : La page 18 du POI (version du 31/03/2023) laisse sous-entendre d'éventuels effets dominos avec des voisins du site, d'après la lecture de ce document. Or, l'étude de dangers du site actualisée en 2022 conclut à l'absence d'effets dominos de 8 kW/m ² sortant du site. L'exploitant lèvera et rectifiera cette imprécision concernant les effets dominos relatifs aux voisins dans son POI, d'après son EDD actualisé en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I- Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare que les liquides inflammables H225 sont stockés dans des flacons en verre (de moins d'1 L) et dans des bidons plastique de 25 L.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de liquides inflammables H225 en contenants fusibles (de volume unitaire supérieur à 30L) de type GRV plastique ou fûts plastiques dans les cellules dédiées aux stockages des liquides inflammables.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance en permanence des installations de LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance en permanence des installations de LI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. L'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.
Constats : A ce jour, le site n'est pas concerné par cette disposition de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 car l'établissement ne dispose pas de stockages en récipients mobiles contenant plus de 10 m ³ de liquides inflammables. Toutefois, l'installation dispose d'un gardien présent 24h/24 (au minimum durant les périodes d'ouverture) et d'une télésurveillance.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Stratégie de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ; - les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un POI (version du 31/03/2023). Ce POI englobe notamment les procédures organisationnelles d'alerte et d'intervention en cas d'incendie.</p> <p>Concernant les ressources en eau disponibles en cas d'extinction, le site dispose de 2 réserves incendie et de 5 poteaux incendies dont 4 sont de type DN100 et d'un poteau DN80.</p> <p>L'exploitant indique qu'un test de vérification a été réalisé pour s'assurer du débit total simultané disponible pour les poteaux pouvant être utilisés en simultané. Toutefois, lors de cette visite, l'inspection n'a pas consulté le rapport de vérification des poteaux incendie justifiant d'un débit total simultané de 480 m³/h pendant 2 heures pour l'ensemble des poteaux incendie pouvant être utilisés simultanément, au vu de la configuration du site, conformément à l'article 8.7.3 de l'AP du 18/06/2019.</p> <p>L'exploitant précise par courriel du 10/08/2023 que le contrôle annuel des poteaux incendie est programmé en semaine 33. Par courriel du 24/08/2023, il a transmis le rapport de contrôle du 21/08/2023 et du 05/08/2022.</p> <p>Lors du contrôle annuel du 21/08/2023, le débit des 4 poteaux incendie de type DN100 mesuré était de 326 m³/h, 320 m³/h, 335 m³/h et 329 m³/h sous une pression de 1 bar. Le débit du poteau de type DN80 était de 198 m³/h sous une pression de 1 bar.</p>
<p>Observations : L'exploitant transmettra le rapport de contrôle des poteaux réalisés en simultané. [délai : 1 mois].</p> <p>Pour rappel, un débit total simultané de 480 m³/h pendant 2 heures doit être assuré pour l'ensemble des poteaux incendie pouvant être utilisés simultanément, au vu de la configuration géographique du site, conformément à l'article 8.7.3 de l'AP du 18/06/2019.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens complémentaires à la stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Moyens complémentaires à la stratégie incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article VI-I, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[Échéance : 1er janvier 2023]</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué avoir passé une convention avec un site voisin afin de disposer d'une réserve d'eau supplémentaire en cas de sinistre. Il a présenté la convention de mutualisation passée avec ce voisin. Cette convention a été signée, le 13/07/2023. Le volume de cette réserve mutualisée est de 600 m³. L'exploitant transmettra l'annexe de cette convention.</p>
<p>Observations : Le calcul D9 A (dimensionnement des besoins en eau pour la lutte extérieure contre l'incendie) transmis, par courriel du 10/08/2023, par la société FM LOGISTIC ne permet pas de justifier de la quantité en eau nécessaire en cas de prolongation d'un incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction d'un incendie. Aussi, en complément de la convention passée visant à disposer d'une réserve d'eau supplémentaire en cas de sinistre, l'exploitant transmettra l'étude réalisée justifiant des besoins en eau pour assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation d'un incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction d'un incendie [délai: 1 mois].</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet